

Bulletin du FMI

CRISE EN EUROPE

L'Europe a besoin d'une action intégrée pour relancer la croissance

Bulletin du FMI en ligne
18 juin 2012



Usine de montage automobile en Espagne : l'Europe doit trouver des solutions à long terme et à court terme pour stimuler la croissance (photo: Felix Ordonez/Reuters)

- Un chômage élevé et une croissance faible menacent la stabilité en Europe
- Des réformes structurelles pourraient rehausser le PIB de 4½ % sur cinq ans, et contribuer au rééquilibrage au sein de la zone euro
- Le manque de compétitivité et la récession en Europe du Sud exigent d'adopter des mesures supplémentaires pour redynamiser la croissance

Ces derniers mois, les dirigeants européens ont pris des mesures sans précédent pour parer à leurs problèmes économiques et financiers, constate le FMI. Les pays réduisent leurs dettes et leurs déficits publics, et injectent des capitaux dans les banques en difficulté. Les risques ont été réduits grâce au renforcement du pare-feu anticrise de la zone euro, aux prêts octroyés par la Banque centrale européenne et à la mise en place du nouveau pacte budgétaire.

Mais, comme la récession persiste, et que le chômage, déjà élevé, est en hausse dans bon nombre de pays, les dirigeants doivent prendre des mesures supplémentaires, note le FMI.

Dans une nouvelle [étude](#) qui analyse le problème de la faible croissance en Europe, les services du FMI notent que l'Europe doit trouver des solutions à long terme et à court terme. Comme les réformes structurelles font sentir leurs effets graduellement, il convient de mettre en œuvre sans délai des réformes des marchés de produits et de services, ainsi que des marchés du travail et des retraites.

Il ressort de cette analyse que des réformes à grande échelle pourraient rehausser le PIB de 4½ % sur cinq ans. Ce gain proviendrait pour un quart de pays qui coordonnent leurs réformes et agissent ensemble. Cela démontre l'importance d'une démarche concertée, même si chaque pays devra concevoir son propre programme en fonction de ses priorités.

La moitié de ce gain, soit environ 2¼ %, proviendrait de réformes des marchés de produits et de services : il importe donc de s'attaquer aux intérêts acquis dans des secteurs tels que la distribution et dans les professions réglementées. Le Nord de l'Europe devrait s'attacher principalement à accroître le taux d'activité et à améliorer l'efficacité des services, tandis que le Sud doit d'urgence améliorer le fonctionnement des marchés du travail.

Favoriser la croissance aujourd'hui

Selon le FMI, les dirigeants doivent adopter une stratégie comportant deux axes pour stimuler la croissance.

« Il faut mettre en œuvre maintenant des réformes structurelles pour ancrer les perspectives de croissance à moyen terme », a déclaré Rodrigo Valdés, un directeur adjoint au Département Europe du FMI, qui a dirigé l'équipe chargée de l'analyse. « Mais ces réformes doivent être complétées pour stimuler suffisamment la croissance à court terme ; les dirigeants doivent les compléter par des mesures qui donnent une impulsion à la demande, externe dans certains cas et interne dans d'autres ».

La demande est inégale en Europe : elle continue d'augmenter en Europe du Nord, mais elle s'effondre au Sud. Pour la rééquilibrer, il convient d'inverser le déficit de compétitivité accumulé dans le Sud depuis l'adoption de la monnaie commune.

Cela signifie que l'inflation doit être un peu plus élevée au Nord qu'au Sud, que les salaires nominaux doivent être modérés au Sud et qu'il faut laisser les salaires progresser selon l'évolution des marchés et de la productivité au Nord. Il est essentiel aussi d'opérer des réformes structurelles pour faciliter les variations des prix et des salaires relatifs entre pays et entre secteurs.

Il convient d'atténuer, à l'aide d'une action sur plusieurs fronts, les effets de freinage de la réduction inévitable des dettes et des déficits publics, ainsi que de la mobilisation de capitaux par les banques et de leur vente d'actifs ne correspondant pas à leur métier de base.

Le soutien de la politique monétaire reste essentiel. La procyclicité des objectifs budgétaires nominaux pendant une récession économique pourrait être remplacée par un objectif d'amélioration des soldes budgétaires structurels, là où il existe un espace budgétaire. On pourrait renforcer et mieux cibler les ressources mises en commun, notamment en intervenant plus énergiquement pour améliorer la situation sur les marchés du travail.

Pour garantir l'offre de crédit, il convient de poursuivre la restructuration des banques et de faciliter l'investissement direct étranger. Il faut envisager d'utiliser des ressources mises en commun pour prendre des participations dans les banques. À terme, ces banques doivent être soumises à une réglementation et à un contrôle centralisés, à une instance commune de règlement des faillites et à des garanties communes.

Il est urgent de réduire le chômage, et la croissance est le seul moyen sûr d'y arriver, note le FMI.